

ARRÊTÉ N° 2023-006 AG

AUTORISANT LA MISE EN PLACE D'OPERATIONS
DE REGULATION DU RAGONDIN ET DU RAT MUSQUE

Le Maire d'Aizenay,

VU l'arrêté préfectoral relatif à la lutte collective obligatoire contre le ragondin et le rat musqué dans le département de la Vendée ;

CONSIDÉRANT les dégâts causés par le ragondin et le rat musqué aux productions agricoles, aux ouvrages d'art et à l'hydraulique, à la faune et à la flore, ainsi que les risques pour la santé publique et pour la santé animale sur la commune ;

CONSIDÉRANT qu'afin de limiter les populations de ragondins et de rats musqués, tous les moyens de lutte doivent être mis en œuvre, que la lutte contre le ragondin et le rat musqué doit être effectuée de manière concertée et collective pour assurer une meilleure efficacité, un suivi des populations et un bilan des opérations ;

ARRÊTE

Article 1 – Il sera procédé par Polleniz, en lien avec le Groupement Intercommunal de Défense contre les Organismes Nuisibles (GIDON) de Vie et Boulogne, à la **mise en place d'opérations collectives de régulation du ragondin et du rat musqué par piégeage**, selon les modalités décrites dans le Plan d'Action Régional (PAR) « Rongeurs Aquatiques Envahissants ».

Article 2 – Les personnes souhaitant participer aux opérations de piégeage dans le cadre de la lutte collective doivent s'inscrire auprès de Polleniz.

Article 3 – Polleniz assurera la formation et l'encadrement technique et administratif des personnes souhaitant participer aux opérations collectives.

Article 4 – Les personnes agissant dans le cadre du présent arrêté s'engagent à respecter la réglementation sur le piégeage des populations animales et les préconisations de Polleniz, notamment les instructions qui leur seront données concernant les précautions à prendre en vue d'éviter tout danger pour les personnes, les animaux domestiques et la faune sauvage, et s'engagent à transmettre un bilan détaillé complet de leur activité à Polleniz.

Article 5 – Les opérations de piégeage auront lieu du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année **sur l'ensemble du territoire communal**.

L'arrêté sera reconduit annuellement sous réserve que la convention annuelle de partenariat pour un programme de prévention, de surveillance et de lutte coordonnée contre les rongeurs aquatiques envahissants sur le territoire de la Communauté de communes Vie et Boulogne soit signée.

Article 6 – Complémentairement au piégeage réalisé par les agents salariés du GIDON de Vie et Boulogne et par les personnes participant à la lutte collective, des opérations ponctuelles de piégeage pourront également être conduites par les agents de Polleniz sur l'ensemble du territoire communal dans le cadre de la prévention, de la surveillance ou de la lutte contre les ragondins et les rats musqués.

Article 7 – Les propriétaires et locataires des terrains sont tenus d'ouvrir leurs propriétés aux agents habilités mentionnés à l'article L.250-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime pour permettre le contrôle et l'exécution des opérations.

Les opérations de piégeage peuvent également se dérouler à l'intérieur des réserves de chasse et de faune sauvage instituées par un arrêté préfectoral ou ministériel, après concertation avec les gestionnaires de ces réserves.

Article 8 - Le présent arrêté sera communiqué avant le début des opérations riveraines, à la Préfecture et à la Sous-Préfecture, au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, au Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Service Régional de l'Alimentation), à l'antenne départementale de Polleniz, à la brigade territoriale de Gendarmerie, au Président de la Fédération des Chasseurs.

Il sera également porté à la connaissance de la population locale par le moyen habituel de publicité des mairies, ainsi qu'aux établissements scolaires de la commune.

Fait à Aizenay le 13/02/2023
Le Maire de la Ville d'Aizenay
Franck ROY



Publié sur le site internet le : 14/02/2023

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent acte peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification ou publication et réception par le Représentant de l'Etat :
 - D'un recours administratif ou gracieux devant Monsieur le Maire, à nous adresser sous le présent timbre ;
 - D'une saisine de Monsieur le Préfet de Vendée en application de l'article L.2131-8 du Code général des collectivités territoriales ;
 - D'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX – dans le délai cité ci-dessus ou dans un délai de 2 mois à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif ou gracieux a été préalablement déposé. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site.